

Le 2 octobre 2006

Où va la gauche ?

Depuis quelque temps, la dynamique mondiale des luttes sociales évoluait à gauche, particulièrement en Amérique du Sud. Il semble, cependant, que cette dynamique fasse dorénavant du sur place.

Si, au Brésil, Lula n'a pas été élu au premier tour, ce n'est pas au bénéfice du nouveau parti de la gauche anticapitaliste, le PSOL qui présentait Helena Héloïsa à la présidence, mais à l'avantage du candidat de la droite traditionnelle qui profite de la corruption minant le Parti des travailleurs. Reste que le PSOL, qui se présentait aux élections pour la première fois, s'inscrit à l'encre rouge dans le paysage politique brésilien avec ses 7% du vote populaire ce qui en fait le troisième parti en ce qui concerne les présidentielles malgré très peu d'élus au parlement brésilien .

De même, au Mexique, le candidat de la gauche sociale-libérale, Lopez Obrador du PRD, a perdu les élections de juillet qui, il est vrai, lui ont été volées par la fraude électorale. Mais, jusqu'ici, le PRD, tout en mobilisant des centaines de milliers de personnes, a été incapable de renverser la vapeur car il a refusé de lier cette mobilisation aux très dures luttes syndicales et populaires de l'heure qui ont fait plusieurs morts (les profs de la province d'Oaxaca, les réprimés d'Atenco et les mineurs de Lázaro Cárdenas) pas plus qu'avec "l'autre campagne" anticapitaliste des Zapatistes qui s'en est trouvée marginalisée.

Pendant ce temps, en Bolivie, le MAS recule sur la nationalisation des hydrocarbures, en faveur quand même d'une importante renégociation du partage des profits, annoncée par un coup d'éclat médiatique au printemps dernier. Même la répression des cultivateurs de coca, pourtant la base du MAS, continue encadrée par les États-Unis. Ce sont dorénavant les forces de la droite qui mobilisent contre le gouvernement Morales qui veut changer les règles de fonctionnement de l'Assemblée constituante qu'il avait auparavant acceptées. Quant à la mobilisation de la base populaire, elle a disparu comme le MAS l'espérait et comme il y a œuvré à force de cooptation car son projet politique en est un de "capitalisme andin".

La révolution bolivarienne s'enlise dans la bureaucratie et la corruption tout en ne remettant nullement en cause la dictature du pouvoir financier pas plus que le remboursement de la dette extérieure et intérieure. Heureusement, une partie significative de la rente pétrolière est dorénavant dirigée vers la satisfaction des besoins du peuple qui, ne l'oublions pas, a sauvé le gouvernement Chavez de l'impérialisme étasunien et de la réaction vénézuélienne en se mobilisant tant dans la rue qu'aux urnes. Pour l'instant, à moins que le peuple vénézuélien ne

se remette en marche, le "socialisme du XXI^è siècle" demeure un slogan quelque soient les intentions louables du président.

La gauche antinéo-libérale et anticapitaliste de l'Union européenne ne fait guère mieux malgré l'importante victoire de la jeunesse étudiante française contre les contrats de première embauche. Cette victoire, pas plus que celle du "non" référendaire à la constitution de l'Europe néolibérale, ne semble la renforcer. Au contraire, des piliers de cette gauche comme le Parti de la refondation italien et le SSP d'Écosse sont soit passés armes et bagages dans le camp social-libéral soit s'enfoncent dans une crise existentielle suite à un scandale sexiste. Des partis plus petits mais significatifs comme le Parti de la gauche allemand et Respect en Angleterre sont dominés par des super-vedettes qui font la pluie et le beau temps empêchant toute expression hégémonique du "socialisme par en bas".

La LCR française tient le coup mais ne semble pas pour l'instant capable de rassembler autour d'elle une vaste coalition "100% à gauche" pour les élections de 2007 ou même pour une nouvelle vague contestataire contre un gouvernement pourtant complètement discrédité. La "gauche plurielle" sociale-libérale avec PS, PC et Verts paraît devoir se reconstituer alors que sa politique antérieure ne la distingue nullement en substance de celle de la droite traditionnelle. Pendant ce temps, en Suède, les sociaux-démocrates, très néolibéraux il est vrai, perdent le pouvoir au profit d'une solide coalition de droite, apparemment modérée (voir texte attaché).

Aux ÉU, il n'est même pas certain que les Démocrates puissent déloger les Républicains du Congrès malgré l'impopularité des Républicains due à la faillite complète de leur politique extérieure. Mais, qu'est-ce qui distingue la politique démocrate de celle républicaine ? Les quelques candidatures du "Green Party" réussiront-elles à faire oublier leur débandade de l'élection présidentielle de 2004 suite à l'erreur stratégique du "Anybody but Bush" du mouvement anti-guerre dont il n'est pas encore revenu ? Mais il y a l'espoir d'une formidable mobilisation du mouvement latino étasunien le printemps dernier qui reste, cependant, à prendre forme politiquement. Ira-t-elle vers l'appui au Green Party qui a rallié certains de ses dirigeants ?

Au Québec, le nouveau parti Québec solidaire n'a pas été capable de s'inscrire tant dans le sillon anti-ALÉNA de la nouvelle dirigeante du Parti vert canadien que dans celui anti-impérialiste du retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan tracé par le NPD. Il a fallu le choc d'un sondage électoral dévastateur relayé par une petite révolte interne pour qu'il suive sur le tard le NPD mais sans renoncer à cautionner une hypothétique intervention à direction civile de l'ONU, qui reste l'état-major des puissances impérialistes. Est-ce qu'il suffira de déclarations populistes de gauche, sans aucune proposition concrète, de la nouvelle chef virtuelle -- recul de la direction collective -- à propos des impôts des riches et des entreprises pour convaincre un électorat sceptique qui, pour l'instant, lui préfère des Verts pourtant baignant dans la gélatine ni à droite

ni à gauche ni indépendantiste ni fédéraliste ? Heureusement pour lui qu'il y a la continuelle dérive droitière du PQ, effaçant toute distinction avec les Libéraux sauf sur la question de la souveraineté... si l'on veut croire à un référendum gagnant sur la base d'un programme néolibéral.

Marc Bonhomme

SUÈDE

La droite gagne

Les élections législatives suédoises ont débouché, dimanche 17 septembre, sur un changement de majorité au profit de la coalition de droite.

Certes, avec 51 % des voix contre 49 % aux partis de gauche et 178 députés contre 171, la victoire des conservateurs aux élections parlementaires du 17 septembre est étroite. Mais le Parti social-démocrate perd quatorze sièges, alors que le Parti conservateur, axe de la coalition de droite, en gagne 42 et obtient son meilleur résultat électoral depuis 1928. Un gain de deux sièges pour les Verts et une perte de huit sièges pour le Parti de la gauche confirment le recul des forces de gauche. La principale raison de la défaite de la gauche est bien évidemment la politique libérale - privatisations et coupes dans les budgets sociaux - menée pendant douze ans par les sociaux-démocrates, ainsi que leur incapacité totale à enrayer la montée du chômage. Mais une autre raison du changement de majorité au Parlement tient à l'attitude du Parti de la gauche. Il a été incapable de construire une alternative de gauche à la social-démocratie, du fait de son soutien quasi permanent au gouvernement précédent. Même lorsque ce dernier a mis en œuvre son programme de privatisations, aucun autre choix politique n'a été offert aux travailleurs suédois. Ce qui a conduit une partie de ceux-ci à voter pour les Démocrates suédois, un parti raciste.

Car il y a plus inquiétant encore que la victoire des conservateurs aux élections législatives : le succès des Démocrates suédois aux élections municipales. Alors que les sociaux-démocrates ont été incapables de créer des emplois, les « Démocrates » ont surfé sur le racisme, stigmatisant le niveau élevé de chômage des immigrés et des réfugiés. Avec 2 % des suffrages, ils ont, cette fois, raté leur entrée au Parlement. Mais si rien ne change au sein de la gauche et de l'extrême gauche dispersée, ils y parviendront probablement la prochaine fois. Aux élections locales, ils ont, d'ores et déjà, gagné de nombreux sièges. Ils ont obtenu des scores élevés dans le sud de la Suède, région limitrophe du Danemark, atteignant jusqu'à 10 % aux élections législatives et 20 % aux élections locales.

Les Verts étaient le troisième parti à avoir soutenu le gouvernement social-démocrate. Mais ils n'ont jamais eu beaucoup d'influence dans les milieux ouvriers et n'ont jamais été considérés comme une alternative à la social-démocratie. Parmi les partis non représentés au Parlement, le second en influence (après les « Démocrates ») est un nouveau parti, l'Initiative féministe, dirigé par une ancienne présidente du Parti de la gauche. Il a obtenu un résultat décevant : 1 % aux élections législatives, essentiellement des suffrages venus de la gauche, bien qu'il prétende se situer en dehors du clivage gauche/droite et ne donne pas la priorité aux questions sociales. Le parti bourgeois et eurosceptique, Junilistan, a également atteint un score médiocre : 0,5 % des voix, alors qu'il avait recueilli 14 % des suffrages lors des dernières élections au Parlement européen !

Ces élections témoignent d'un véritable déplacement à droite du corps électoral. Il semble bien que le Parti conservateur ait gagné des voix sur les sociaux-démocrates dans les couches moyennes, mais aussi dans la classe ouvrière. Il bénéficie maintenant d'un soutien dans le monde du travail supérieur à celui du Parti de la gauche. Et, dans les élections locales, un nombre significatif de travailleurs a voté pour l'extrême droite.

Les résultats électoraux de l'extrême gauche ne sont pas bons non plus et, si on additionne les résultats des différentes listes, on ne constate aucune progression. Aux élections locales, les deux petits groupes staliniens ont perdu cinq ou six sièges, alors que les deux partis de sensibilité trotskyste en gagnaient cinq ou six. La section suédoise du Comité pour l'Internationale ouvrière a plus de conseillers locaux (huit, dont trois nouveaux) que les autres groupes d'extrême gauche. Le Parti socialiste (section suédoise de la IVe Internationale) en a obtenu quatre.

De Stockholm, Anders Svensson traduit par François Duval